



Nouvelles du projet: AgrInvest systèmes alimentaires 1er trimestre, 2021 - No. 2

©FAO/AU/Yohannes Zirotti



©FAO/Luis Tato

Ce bulletin d'information porte sur le projet de la FAO "AgrInvest - Favoriser l'investissement efficace et inclusif du secteur privé dans les systèmes agroalimentaires" (Agrinvest-SA). C'est un outil clef pour le partage des connaissances entre les membres du projet.

GCP/GLO/002/ITA

BIENVENUE

Bonne année 2021, avec la deuxième édition du bulletin AgrInvest-SA, point d'information trimestriel pour se tenir à jour quant au projet. Le projet AgrInvest-SA entend aider les systèmes agroalimentaires à trouver des investissements privés, alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD), via des fonds publics.

Ce bulletin vous informe sur le projet, et inclut: réalisations et résultats hebdomadaires, nouvelles publications, présentations de réussites, messages de l'équipe, événements à venir, liens vers les vidéos et photos du projet, liens vers des débats en ligne, et plus encore.

Dans ce numéro, vous trouverez:

1. Un article sur notre dernier atelier au Burkina Faso;
2. Un aperçu de notre publication récente sur les systèmes alimentaires au Kenya;
3. Un article sur la formation en finance agricole pour des institutions financières au Burkina Faso et au Niger;
4. Les points à retenir de l'atelier "Croissance du secteur agroalimentaire".

Bonne lecture!

L'équipe d'AgrInvest-SA

1.1. Atelier à Ouagadougou "Favoriser des investissements privés inclusifs et efficaces dans le système agro-alimentaire burkinabè"

Le 4 novembre 2020, dans le cadre du projet AgrInvest-SA, la FAO a organisé l'atelier "Favoriser des investissements privés inclusifs et efficaces dans le système agro-alimentaire burkinabè" à Ouagadougou (Burkina Faso). Il s'agissait de présenter le projet aux parties prenantes des secteurs privé et public, et de cibler ensemble deux chaînes de valeur alimentaire prioritaires pour Agrinvest-SA.

Afin de se conformer aux mesures sanitaires pour contenir la pandémie de la covid-19, le nombre de participants a été limité à 27.

L'évènement a aussi permis de présenter et valider la première étude élaborée avec le projet au Burkina Faso: cette analyse d'économie politique des systèmes alimentaires burkinabè ("Political economy analysis of the Burkinabè food systems") a été menée en partenariat avec le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM). L'étude suggère le **riz** et l'**aquaculture** comme chaînes de valeurs prioritaires, compte tenu de leur potentiel en matière de résultats socio-



Illustration 1 Huguette Bama, directrice générale de l'Agence Burkinabè des investissements, interviewée sur une chaîne nationale à l'issue de l'atelier

©FAO/Margherita Bavagnoli



économiques et de durabilité des systèmes alimentaires du pays, mais aussi de leur complémentarité territoriale, en particulier dans les régions du Grand Ouest du Burkina Faso. Les participants ont validé l'étude à l'issue de tables rondes et de travaux de groupes sur les contraintes et opportunités dans les chaînes de valeurs, confirmant l'intérêt de cibler en priorité l'**aquaculture** et le **riz**.

“L'élevage de poissons est un secteur à fort potentiel économique et social au Burkina Faso. Le Gouvernement a démontré son intérêt pour le secteur en élaborant une Stratégie nationale de développement durable de la pêche et de l'aquaculture au Burkina Faso pour 2025”, a indiqué lors des discussions Huguette Bama, directrice générale de l'Agence Burkinabè des investissements et animatrice de l'évènement (Illustration 1).

Cet atelier fournira la base pour une future étude technique analysant les deux chaînes de valeurs plus en détail.

2. AgrInvest-SA lance son analyse d'économie politique des systèmes alimentaires kényans

Le partenariat avec l'ECDPM a permis une première évaluation des systèmes alimentaires au Kenya sous l'angle de l'économie politique. Cette étude dresse un tableau des systèmes alimentaires au Kenya, et présente les grandes lignes des enjeux sociaux, environnementaux et économiques, ainsi que les acteurs clés, les caractéristiques en termes de politique économique, et enfin les défis et opportunités pour la durabilité.

L'analyse fournit aussi des informations pour guider les interventions dans le cadre du projet AgrInvest-SA. Elle cible deux chaînes de valeurs prometteuses pour des investissements cohérents avec les ODD: il s'agit des **légumes indigènes** et de l'**aquaculture**, et les goulets d'étranglement qui gênent actuellement le développement des investissements au Kenya. D'après l'étude, la sous-alimentation est en augmentation depuis plusieurs années dans le pays, de concert avec des problèmes d'excès pondéral et de régimes peu sains, tandis qu'apparaissent des signes d'épuisement non durable des ressources naturelles.

L'étude propose que les investissements et les politiques soient réorientée afin de soutenir des chaînes de valeur sensibles à la nutrition comme les **légumes indigènes** et l'**aquaculture**, pour produire et diversifier de façon plus durable.

Les auteurs montrent que la trajectoire des systèmes alimentaires kényans pourrait en s'améliorant bénéficier simultanément à la santé humaine, à l'environnement et à l'économie, en rééquilibrant le soutien national et international à l'économie alimentaire – il s'agirait de mieux desservir les marchés locaux et nationaux via une approche territoriale (pour la zone qui s'étend de la capitale au Lac Victoria) plutôt que de cibler prioritairement les chaînes de valeurs mondiales.

Télécharger l'étude complète (en anglais):
<http://www.fao.org/documents/card/en/c/cb2259en>

3. Renforcer les capacités des institutions financières au Burkina Faso et au Niger en matière de finance agricole et rurale

Le 4 décembre 2020, la formation en ligne sur la finance agricole et rurale (FAR) a pris fin. Cette formation de quatre semaines a été organisée par l'Appui au développement autonome (ADA) et la FAO, avec le soutien du Ministère des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg, via le projet d'Amélioration des capacités en financements ruraux CABFIN, qui vise à améliorer le renforcement de capacités dans la finance rurale.



Illustration 2 Adama Ouattara, gestionnaire de portefeuille, BAOBAB Burkina Faso.





Cette formation a été proposée à des cadres d'institutions financières – y compris en microfinance – et à des responsables de programmes du service public concernés par la conception de produits financiers pour l'agriculture.

Le projet AgrInvest-SA a permis à 14 représentants d'institutions financières du Burkina Faso et du Niger de prendre place parmi les 64 participants au programme FAR. "Notre structure de microfinance, BAOBAB Burkina, ne dessert pas encore de clientèle agricole, mais nous réfléchissons depuis trois ans à cette possibilité. Toutefois, nous n'avons pas en interne la capacité d'évaluer les promesses de ce marché, ni de développer des produits ciblés, ce qui nous a empêché d'investir ce secteur.

La formation m'a donné les outils pour intégrer l'agriculture dans nos opérations, et faire en sorte que BAOBAB Burkina puisse développer des produits financiers pour l'agriculture", indique à la sortie de la formation Adama Ouattara, gestionnaire de portefeuille chez BAOBAB Microfinance au Burkina Faso (Illustration 2).

4. Agrinvest-SA à l'atelier FAO – ONUDI pour la croissance du secteur agroalimentaire "GROW AGRIBUSINESS AFRICA"

"Comment faire croître le secteur agroalimentaire? Comment la FAO et l'ONUDI peuvent-elles aider les gouvernements à attirer des investissements agricoles durables et responsables? Comment réduire les risques pour les investissements en agriculture dans la région?"

Voici quelques-unes des questions clés posées par plus de 130 participants des équipes de la FAO et de l'ONUDI dans 35 pays d'Afrique - avec des représentants gouvernementaux et partenaires locaux - lors de l'atelier en ligne "Grow Agribusiness Africa" proposé par les deux organisations du

8 au 10 décembre 2020. Les experts de la FAO et de l'ONUDI ont partagé leurs approches (3ADI+ et AgrInvest), avec des parties prenantes multiples dans de nombreux pays, ainsi que des techniques pour des chaînes de valeurs durables. Des exemples de toutes l'Afrique ont été présentés, ciblant des chaînes de valeurs comme les secteurs laitiers, de la volaille, ou de l'huile de palme, et soulignant les clés du succès mais aussi les arbitrages nécessaires pour la viabilité des systèmes alimentaires.

Des intervenants de Convergence, du Réseau de financement et d'investissement en faveur des PME agricoles et de l'agriculture paysanne (SAFIN), d'Aceli Africa, et de Bamboo Capital ont donné le point de vue des groupes d'investissements de fonds agricoles (Illustration 3). Ils proposent à la FAO et à l'ONUDI un travail au plus près des investisseurs, notamment pour la recherche et développement, ou encore le soutien aux entreprises pour améliorer les systèmes de financement agricoles des petites et moyennes entreprises africaines.



Illustration 3 Emanuele Santi, gestionnaire de fonds (Bamboo Capital) et Bettina Prato, coordinatrice principale (SAFIN) discutent de stratégies pour réduire les risques dans le secteur agroalimentaire en Afrique



Ministry of Foreign Affairs
and International Cooperation

Ce bulletin d'information a été produit avec l'aide du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale d'Italie. Le contenu de cette publication relève de la responsabilité exclusive de la FAO et ne saurait en aucun cas être considéré comme reflétant le point de vue du gouvernement italien.

Pour plus d'information:

<http://www.fao.org/in-action/agrinvest-food-systems-fr/fr/>

Veuillez envoyer toute contribution ou demande à l'adresse suivante:

Agriinvest-Food-Systems@fao.org



Some rights reserved. This work is available under a [CC BY-NC-SA 3.0 IGO](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/) licence